



# Une crise mixte aux conséquences décisives<sup>1</sup>

*Philippe L g *

---

<sup>1</sup> Une version courte de ce texte a été publi e par la revue syndicale *L'Ecole  mancip e*, n 83, mai-juin 2020. Cette nouvelle version a bénéficié des remarques des membres du comité d'animation des Economistes atterrés. L'auteur demeure toutefois seul responsable des éventuelles erreurs et omissions.



Jusqu'à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes luttèrent contre les épidémies à l'aide de méthodes purement empiriques. Ils n'en connaissaient pas vraiment les causes et avaient tendance à voir en elles un effet de la colère divine ou de la vengeance de la nature. Ce mode de pensée n'a pas totalement disparu. Le 22 mars 2020, Nicolas Hulot expliquait ainsi que « *nous recevons une sorte d'ultimatum de la nature* ». Mais une autre idée fait florès. Selon une étude *IFOP*, 26 % des Français interrogés pensent que le virus a été créé en laboratoire par l'homme, délibérément ou accidentellement. Aux États-Unis, cette proportion s'élève à 29 % selon une étude du *Pew Research Center*<sup>2</sup>. On pouvait encore entendre sur la chaîne de télévision *CNews* le 17 avril 2020 que ce virus est « *un travail de professionnel, un travail de biologiste moléculaire, un travail très minutieux, d'horloger si on peut dire* »<sup>3</sup>. Les scientifiques nous apprennent pourtant que les coronavirus sont présents naturellement chez certains animaux et que l'on ne trouve dans le génome du SARS-CoV-2 aucune trace des techniques de biologie moléculaire connues et utilisées en laboratoire<sup>4</sup>.

L'idée selon laquelle la pandémie actuelle est le fruit d'un complot, ou d'une erreur humaine, peut très bien se combiner à celle selon laquelle l'action humaine a ensuite déclenché des représailles de la nature. Ces deux visions apparemment opposées se renforcent alors l'une l'autre. Comme l'explique le président de l'Association française pour l'information scientifique, il y a là « *un relent de punition divine : nous avons dérangé "la Nature" et elle revient pour nous demander des comptes, "nous tester sur notre détermination" comme l'affirme Nicolas Hulot sur BFMTV. Nous devrions faire pénitence et adopter les visions de ces nouveaux prédicateurs d'une nature attentionnée et bienveillante à condition qu'on ne la contrarie pas. En réalité, cette pandémie nous rappelle que l'Homme continue à vivre dans une nature qui n'est ni bienveillante, ni accueillante* »<sup>5</sup>.

Certains parlent de « *la modernité* » de cette épidémie, et il est sans doute nécessaire d'en débattre, mais il est absurde de prétendre qu'elle provient d'un « *virus adapté au capitalisme* »<sup>6</sup>. Par ailleurs, les confusions quant à la question de l'origine du virus se doublent à présent d'affirmations contestables quant aux liens entre la crise sanitaire et la crise économique. Pour Paul Ariès, le confinement serait

---

<sup>2</sup> <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/08/nearly-three-in-ten-americans-believe-covid-19-was-made-in-a-lab/>

<sup>3</sup> Antonin Padovani et Mathias Reymond, « [Le cirque Pascal Praud : "Ce virus, il n'est pas naturel !"](#) », *Acrimed*, 5 juin 2020.

<sup>4</sup> Damien Goutte-Gattat, « [Le coronavirus a-t-il été créé en laboratoire ?](#) », *Pseudo-sciences.org*, 2 mai 2020. Elsa Mourgues, « [Le coronavirus a-t-il été créé en laboratoire ?](#) », *France Culture*, 11 mars 2020.

<sup>5</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/sciences/coronavirus-dans-les-declarations-de-hulot-il-y-a-un-relent-de-punition-divine\\_2121846.html](https://www.lexpress.fr/actualite/sciences/coronavirus-dans-les-declarations-de-hulot-il-y-a-un-relent-de-punition-divine_2121846.html)

<sup>6</sup> Jérôme Gleizes, « [Un virus adapté au capitalisme](#) », *Politis*, n°1595, 17 mars 2020.



« un symptôme de l'effondrement systémique qui vient du fait du productivisme »<sup>7</sup>. Pour Emmanuel Todd, « le coronavirus est le jugement dernier sur la globalisation »<sup>8</sup>. Qu'est-ce que cela signifie ? Ces formules à l'emporte-pièce visent surtout à marquer les esprits. Si on les replace dans leur contexte, on comprend que leurs auteurs veulent attirer l'attention sur le fait que la vitesse de propagation du

virus et la gravité de la crise sanitaire sont très influencées par l'organisation sociale de la production et des échanges. C'est sur ce point que nous soumettons au débat quelques réflexions, à partir de comparaisons historiques et de concepts issus des analyses économiques régulationnistes et marxistes. Nous aborderons ensuite quelques conséquences de la crise.

\* \* \*

## Crise endogène, crise exogène

Il était justifié d'affirmer en 1974 que le choc pétrolier ne venait qu'aggraver des tendances déjà à l'œuvre, notamment la chute du taux de profit amorcée dès la fin des années 1960<sup>9</sup>. De même, il était pertinent en 2007 de dire que la crise était celle du mode de régulation néolibéral, d'expliquer que la finance libéralisée, qui avait eu pour fonction d'alimenter la surconsommation, avait aussi produit un excès d'endettement privé<sup>10</sup>. Ces deux grandes crises manifestaient l'instabilité du capitalisme. Elles étaient « *endogènes* » : le système économique les avait lui-même produites. La chronologie de l'effondrement en attestait : la destruction de la production et celle du travail (chômage) n'étaient pas des causes de la crise, mais des conséquences se déployant de façon progressive. C'est aujourd'hui le contraire : la crise économique a eu lieu parce qu'une grande partie des travailleurs ont été confinés, parce qu'on ne peut pas acheminer certaines marchandises et parce que d'autres ne peuvent pas être consommées. La perte de production immédiate est proportionnelle à la durée du confinement<sup>11</sup>. En France, le taux d'utilisation des

---

<sup>7</sup> Paul Ariès, « *Le confinement n'est pas la décroissance* », *Libération*, 23 avril 2020.

<sup>8</sup> « *Le coronavirus est le jugement dernier sur la globalisation. On envoie les usines en Chine, elle nous envoie un virus, mais garde la production de masques et de médicaments* », *L'Express*, 27 avril 2020.

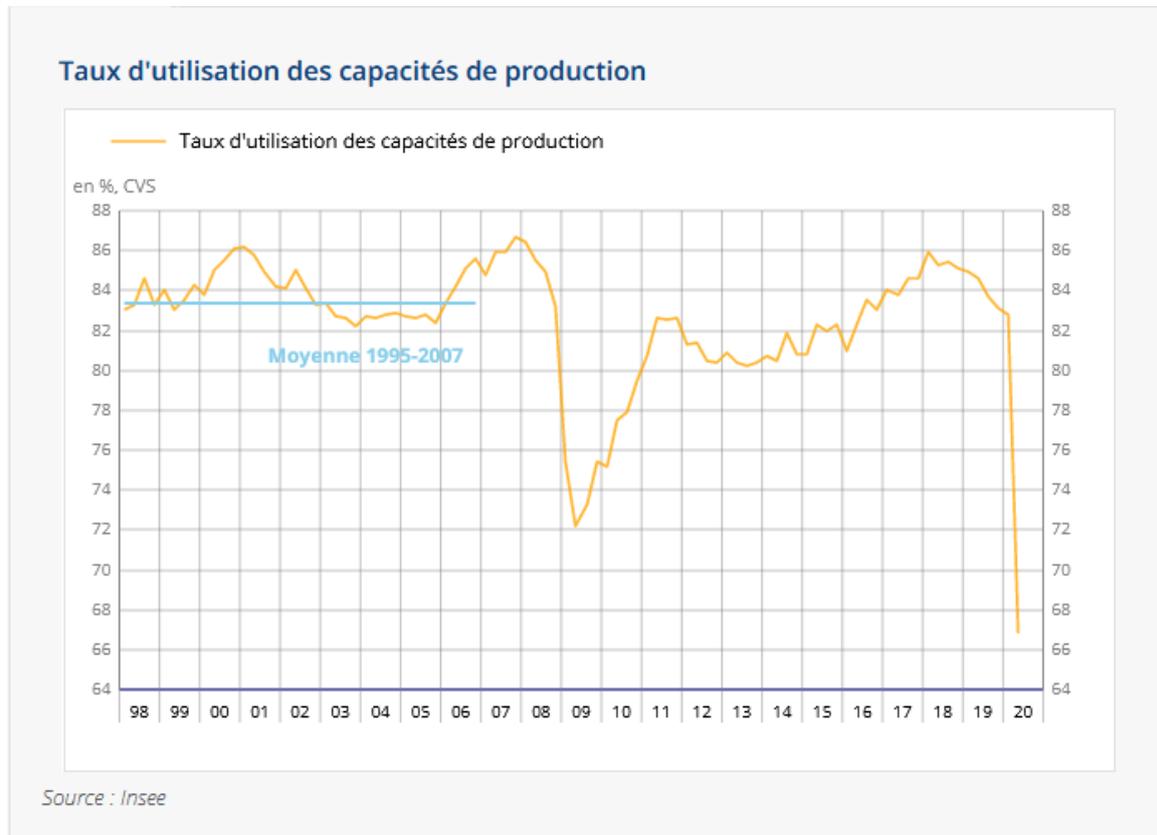
<sup>9</sup> Selon la formule de l'historien Jean Bouvier, « *les coups (coûts) pétroliers aggravent et entretiennent la crise ; ils ne la créent pas à eux seuls* ». Jean Bouvier (1986) in Michel Margairaz (dir.), *Histoire économique : XVIIIe-XXe siècles*, Larousse, 1992, p. 229.

<sup>10</sup> Isaac Johsua, *La grande crise du XXIe siècle*, La Découverte, 2009.

<sup>11</sup> Pour la France, l'INSEE l'évalue à 3% du PIB annuel par mois de confinement. Cette estimation ne prend pas en compte le caractère progressif de la reprise et les séquelles à plus long terme. Avec deux mois de confinement, la croissance annuelle du PIB sera donc réduite de plus de 6 points. Le gouvernement anticipe désormais une chute du PIB de 11% cette année.



capacités de production de l'industrie est tombé à 67 % en avril 2020, le plus bas niveau jamais enregistré dans cette enquête (graphique ci-dessous).



La mise à l'arrêt de secteurs entiers est très soudaine et a pour cause directe la pandémie : la crise est d'abord exogène. Le reconnaître n'implique aucun jugement positif sur le fonctionnement du système économique. Loin d'être harmonieux, celui-ci repose sur l'exploitation et la crise révèle à présent toutes les contradictions du néolibéralisme, stade actuel du capitalisme. Parler de crise exogène ne signifie pas non plus que le choc était imprévisible. Ce coronavirus n'est pas le premier et les scientifiques avaient sonné l'alarme en indiquant, d'une part, que la fréquence des zoonoses serait amenée à s'accroître avec la croissance de la population humaine, le réchauffement climatique et l'altération de certains écosystèmes et, d'autre part, qu'en affaiblissant notre système respiratoire, la pollution de l'air pouvait aggraver l'impact sanitaire de certains virus. Bien sûr, cela implique que la crise sanitaire n'est pas indépendante des rapports économiques et sociaux. Mais cette relation n'a rien d'inédit : dans l'histoire, la sédentarisation, l'élevage et l'agriculture ont amené les



hommes à rencontrer de nouveaux microbes et le développement du commerce a favorisé leur propagation. Cette relation est antérieure au capitalisme, sauf à considérer que celui-ci a toujours existé et que « *de tout temps, les virus se sont développés avec le capitalisme* »<sup>12</sup>. Contre cette vision ahistorique, qui assimile l'économie au capitalisme, il faut rappeler que les activités économiques ont commencé à transformer la nature bien avant que la production ne soit orientée par la recherche du profit. Le monde sensible qui nous entoure « *est un produit historique, le résultat de l'activité de toute une série de générations dont chacune se hissait sur les épaules de la précédente, perfectionnait son industrie et son commerce et modifiait son régime social en fonction de la transformation des besoins* », de sorte que « *la création matérielle incessante des hommes, cette production en un mot, est la base de tout le monde sensible tel qu'il existe de nos jours* »<sup>13</sup>. La question n'est pas de savoir si l'on peut faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, mais de savoir comment la science et l'organisation sociale peuvent nous fournir les moyens de cohabiter au mieux avec les microbes.

Si, par leur activité économique, les hommes transforment le reste de la nature, on ne peut toutefois en déduire que tout est endogène, que tout est «  *systémique*  », ce qui reviendrait au truisme selon lequel tout est dans tout. Le botaniste Arthur George Tansley, qui a créé le terme « *écosystème* » écrivait que « *les systèmes que nous isolons mentalement ne sont pas seulement inclus dans des systèmes plus grands, ils en recourent également d'autres, ils sont liés à d'autres et interagissent avec eux. Cet isolement est en partie artificiel mais il est la seule manière dont nous puissions procéder* »<sup>14</sup>. Il y aurait une étude à mener sur la façon dont il est devenu en vogue, en particulier chez les « *collapsologues* », de qualifier un phénomène de « *système* » pour s'abstenir de l'expliquer. On reconduit ainsi un mode de pensée métaphysique en rapportant les phénomènes aux tendances supposées du système capitaliste, considéré comme une entité abstraite. Le terme capitalisme désigne alors un ensemble de qualités occultes et la crise systémique est l'équivalent de « *l'âme végétative* » des végétaux ou de la *virtus dormitiva* de l'opium<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> <https://www.rtl.fr/actu/conso/les-virus-se-sont-developpes-avec-le-capitalisme-raconte-francois-lenglet-7800112626>

<sup>13</sup> Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, éditions sociales, p. 68 et 70.

<sup>14</sup> Arthur George Tansley, cité par John Bellamy Foster dans *Marx écologiste*, Éditions Amsterdam, 2011, p. 31, nos italiques.

<sup>15</sup> Comme l'indiquait Jean-Marie Harribey dans *Le trou noir du capitalisme*, (Le Bord de l'eau, 2020, p. 80) au sujet de la « *collapsologie* » : « *On pourrait accepter cette passerelle jetée entre les fragilités des systèmes naturels et celles des systèmes humains. Mais à la condition d'indiquer comment elle s'établit.* » Or, à cette étude extrêmement complexe est bien souvent substitué un discours prophétique sur « *l'effondrement global* ». Le 10 avril 2020, le « *collapsologue* » [Pablo Servigne déclarait au journal Le Monde](#) : « *C'est paradoxal : j'anticipais beaucoup de graves crises, en particulier financière, climatique ou énergétique, mais celle-là, je ne l'ai pas vue venir, alors que je la connaissais en théorie* ». Après cet aveu, qui a le mérite de la sincérité, on



Lorsque le terme « *exogène* » est employé au sujet d'une variable d'un modèle, il signifie que celle-ci est déterminée en dehors du modèle. Classer une variable comme endogène ou comme exogène est une décision du modélisateur, prise en fonction de la théorie qu'il a à l'esprit. Mais les modèles sont des simplifications et, contrairement aux variables des modèles, les phénomènes économiques concrets résultent d'un enchevêtrement de causes. Par conséquent, les crises résultent généralement de plusieurs causes. On désigne parfois par « *crise exogène* » celle qui résulte *principalement* d'un évènement extérieur au système économique et par « *crise endogène* » celle qui résulte *principalement* du fonctionnement de celui-ci. Cette typologie a été utilisée par la théorie de la régulation mais, comme l'indique l'un des fondateurs de cette école, « *une conception analogue est implicite à nombre de travaux d'histoire économique inspirés par l'Ecole des Annales* »<sup>16</sup>.

Les crises exogènes étant « *le résultat de chocs réputés exogènes* »<sup>17</sup>, leur identification présuppose là encore une décision. Or, la délimitation entre l'économique et l'extra économique est contestable. Par exemple, si une guerre provoque une crise économique, on peut toujours arguer que la guerre elle-même n'est pas exogène car elle a des causes économiques. Mais c'est obscurcir la compréhension des phénomènes que de refuser de distinguer une crise de ce type d'une crise survenue du simple fait que le fonctionnement du système économique a fini par engendrer de lui-même un phénomène économique déstabilisateur, par exemple un fort accroissement de l'endettement, une chute du taux de profit ou un effondrement de la demande solvable. De ce point de vue, il faut bien admettre que la crise actuelle est *d'abord* une crise exogène. Une fois enclenchée, elle vient raviver les contradictions du stade actuel du capitalisme, mais c'est autre chose qu'une crise qui trouverait son origine dans les contradictions de celui-ci<sup>18</sup>.

---

pouvait s'attendre à ce que Pablo Servigne se remette en cause, qu'il explique que la collapsologie n'est pas une science, etc. Au lieu de cela, il enchaîne les généralités sur la crise actuelle et ajoute ne pas en avoir fait assez : « *La leçon que j'en tire, c'est qu'au fil des années, lassé de passer pour un oiseau de mauvais augure, d'être toujours accusé d'exagérer le propos, j'ai "lissé" ma présentation des risques* ». Ainsi, le collapsologue regrette ne pas avoir été encore assez sombre, vague et englobant dans ses prophéties.

<sup>16</sup> Robert Boyer, *Théorie de la régulation. I. Les fondamentaux*. Paris, La Découverte, « Repères », 2004 p. 78. Sur cette typologie des crises, voir aussi Philippe Légé, « La crise, quelle crise ? », in Fondation Copernic (ed.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*. La Découverte, 2019, p. 73-82.

<sup>17</sup> Robert Boyer, *op. cit.*, p. 78.

<sup>18</sup> Pour éviter tout malentendu, précisons que ces contradictions provoquent une « crise » écologique mais c'est en un sens bien différent que nous avons employé le terme de crise, pour désigner des phénomènes qui menacent de paralyser les institutions économiques fondamentales, telles que les banques et les entreprises. Nous pensons que « *l'humanité fait aujourd'hui face à un problème inédit et redoutable : les aléas climatiques que l'on pouvait considérer comme une cause extérieure des crises de subsistance sont désormais influencés par les activités humaines. Le climat n'est plus complètement "exogène", il est modifié par l'activité économique, puisque celle-ci change la composition de l'atmosphère. La recherche du profit risque donc d'engendrer des*



## La crise actuelle, entre archaïsme et modernité

Les sociétés précapitalistes connaissaient des crises de subsistance provoquées par l'insuffisance des récoltes. La cause était « exogène », c'est-à-dire qu'elle ne trouvait pas son origine dans l'économie : des aléas climatiques, des guerres ou des épidémies détruisaient les producteurs ou les moyens de production.

Cette destruction provoquait ensuite une crise économique dont l'un des symptômes était la flambée du prix du blé. Les causes de la mauvaise récolte différaient selon les cas, mais, ensuite, la mauvaise récolte « *décidait de tout* »<sup>19</sup>. Les économies d'Ancien régime étaient d'autant plus sensibles aux crises que les moyens de production et d'échange étaient encore peu développés et que le secteur agricole occupait la quasi-totalité de l'économie. Aujourd'hui, l'économie capitaliste néolibérale est d'autant plus exposée à la pandémie que les chaînes de production ont été étirées, que le commerce intra firme s'est accru, que le tourisme s'est massifié, que les protections sociales ont été affaiblies, etc... Mais, comme l'explique l'historienne Françoise Hildesheimer, « *ce qui est du jamais vu, c'est d'abord l'explosion démographique mondiale, qui amplifie le phénomène à une échelle absolument inédite (...), c'est aussi l'accélération des communications au niveau de la planète et sa conséquence directe sur la transmission des agents pathogènes* »<sup>20</sup>.

Le capitalisme s'étant développé lentement, les vieilles crises n'ont pas disparu d'un coup. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on observait des crises « *mixtes* » qui ressemblaient encore par certains aspects aux crises de subsistance mais présentaient déjà quelques caractéristiques des crises capitalistes. Par exemple, en France, la crise de 1847 combinait le « *déséquilibre naturel de la vieille économie des grains* » avec le « *déséquilibre artificiel de la nouvelle économie métallurgique* »<sup>21</sup>. La hausse du coût de la vie, provoquée par le mildiou de la pomme de terre et les mauvaises récoltes, et la « *crise générale du commerce et de l'industrie* » issue de la chute de la rentabilité des investissements ferroviaires anglais, précipitèrent la révolution de 1848 en rendant « *encore plus insupportable la domination absolue de l'aristocratie financière* »<sup>22</sup>. En Irlande, à cette même époque,

---

*catastrophes bien plus graves que par le passé* » (Légé, *op. cit.*, p. 81-2). Mais rien ne prouve pour autant que cette pandémie soit un effet du changement climatique. Certes, si on se place à une plus grande échelle, on peut dire que les zoonoses sont devenues plus fréquentes, mais le raisonnement liant cette fréquence accrue au développement du capitalisme, via le changement climatique, demeure très hypothétique.

<sup>19</sup> Ernest Labrousse (1944), in Michel Margairaz (dir.), *Histoire économique : XVIIIe-XXe siècles*, Larousse, 1992, p. 178.

<sup>20</sup> *Le Monde*, 15 mai 2020. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/15/on-ne-peut-plus-seulement-definir-l-epidemie-comme-grand-personnage-archaique-de-l-histoire-d-hier\\_6039718\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/15/on-ne-peut-plus-seulement-definir-l-epidemie-comme-grand-personnage-archaique-de-l-histoire-d-hier_6039718_3232.html)

<sup>21</sup> Ernest Labrousse (1948), in Michel Margairaz (dir.), *Histoire économique : XVIIIe-XXe siècles*, Larousse, 1992, p. 189.

<sup>22</sup> Karl Marx, *Les luttes de classe en France*, Editions Sociales, p. 86.



environ un million de personnes sont mortes de la Grande famine. La politique économique impériale britannique n'a pas créé l'épidémie de mildiou, mais elle en a aggravé les effets, notamment en réduisant la taille des exploitations agricoles.

La crise actuelle ressemble un peu aux crises mixtes du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans un article publié par *Mediapart*, Romaric Godin note que la pandémie de 2020 « *frappe un capitalisme en crise latente, qui se cherche, qui peine à se remettre de la crise de 2008 et qui souffre d'une croissance structurellement faible de sa productivité* »<sup>23</sup>. Il ajoute que « *la révolution de février 1848 en France se produit dans un contexte économique du même type* ». Le parallèle est intéressant mais, curieusement, l'auteur se concentre ensuite sur la conjoncture politique sans mentionner la crise alimentaire causée par le mildiou de la pomme de terre qui a frappé le nord-ouest de l'Europe à partir du milieu des années 1840. Romaric Godin a raison de souligner les différences entre les deux époques mais, en écrivant que l'on a « *d'un côté, un virus, indépendant de la volonté des hommes [2020], de l'autre, une révolution, produit de cette volonté [1848]* », il se prive du principal argument susceptible d'étayer un rapprochement entre les deux périodes. On trouve bien dans les deux cas, un évènement « *indépendant de la volonté des hommes* » qui vient se combiner à une crise économique.

Si le mildiou est un micro-organisme eucaryote provenant d'Amérique, la pandémie actuelle trouve son origine en Chine. Le virus n'est pas apparu dans un élevage industriel. L'hypothèse privilégiée par les scientifiques est le passage à l'homme via un animal sauvage amené vivant sur un marché « *traditionnel* » situé dans une mégalopole, Wuhan, comptant 11 millions d'habitants. La Chine est une société mêlant modernité et archaïsme. Le sous-emploi rural entraîne une migration temporaire ou saisonnière vers les villes de plusieurs millions de personnes « *y faisant coexister population rurale paupérisée et population urbanisée, voisiner des espaces modernes et des habitats dégradés, des petits métiers de débrouille et des situations sous contrôle sanitaire, des représentations du monde et de soi (croyances dans les vertus magiques de substances animales par exemple) qui peuvent être totalement opposées aux représentations plus rationnelles d'urbains plus longuement scolarisés* »<sup>24</sup>. Les trafiquants exploitent des croyances très anciennes<sup>25</sup> à l'aide de réseaux commerciaux modernes et efficaces. C'est dans ce

---

<sup>23</sup> Romaric Godin, « [Crise économique : les leçons de 1848](#) », *Mediapart*, 18 avril 2020.

<sup>24</sup> Christian de Montlibert, « Agro-business, multinationales et mondialisation libérale », in Fondation Copernic, *Covid-19 Le néo-libéralisme amplifie la crise*, mai 2020, p. 7-8. Cet article pose des questions intéressantes bien que plusieurs passages nous semblent hypothétiques ou erronés.

<sup>25</sup> Selon un article de Shuang Xing *et al.* (2019), cité dans *Le Monde* du 20 avril 2020, les premiers textes attestant de croyances concernant les propriétés médicinales du pangolin datent du VI<sup>e</sup> siècle. L'animal est mentionné dans la bibliothèque impériale de la médecine traditionnelle à partir du VIII<sup>e</sup> siècle. En juin 2020, le



contexte que le virus a franchi la barrière inter espèces. Puis la pandémie a secoué le capitalisme mondial.

L'amélioration des transports et la mondialisation des échanges accroissent bien sûr la vitesse de propagation du virus. Arrivée par la route de la soie, l'épidémie de peste noire qui avait atteint Marseille en novembre 1347 avait mis plus d'un an à se répandre sur l'Europe.

Il aura suffi de trois mois pour que le Covid-19 se propage sur tous les continents. Mais la globalisation permet aussi une meilleure circulation des savoirs scientifiques. Les données partagées ont été nombreuses et utiles, du séquençage génétique du virus aux statistiques concernant les personnes atteintes. Il est curieux d'affirmer que « *dans un monde moins globalisé, les alertes seraient venues plus tôt* »<sup>26</sup>. Ce qui est en cause dans cette pandémie, ce n'est pas « *la mondialisation* » mais certaines modalités de la mondialisation néolibérale, comme l'éclatement des chaînes de valeurs globales, qui est une source de fragilité et d'hyper dépendance, ou la désindustrialisation, qui amoindrit les capacités de réaction de certains Etats. La crise a mis en lumière la fragilité des chaînes d'approvisionnement en produits médicaux, mais les ruptures de stocks de médicaments étaient déjà devenues plus fréquentes depuis plusieurs années<sup>27</sup>. La crainte de pénurie alimentaire a aussi rappelé le rôle essentiel des activités agricoles et de la distribution.

La crainte d'une seconde vague épidémique se combine désormais à celle concernant les fragilités du système économique. En Angleterre, la crise de 1847-1848 était « *déjà annoncée au cours de l'automne 1845 par la défaite massive des spéculateurs en actions de chemins de fer, enrayée pendant l'année 1846 par une suite de mesures ponctuelles* »<sup>28</sup>. Qu'en est-il aujourd'hui ? Quelles étaient les vulnérabilités des économies capitalistes avant le choc de la pandémie ?

---

gouvernement chinois a retiré les pangolins de la liste des ingrédients approuvés en médecine traditionnelle chinoise.

<sup>26</sup> Jérôme Gleizes, *op. cit.*

<sup>27</sup> « *On estime, relate Nathalie Coutinet, que depuis dix ans les ruptures en France ont été multipliées par dix. C'est un phénomène qui va croissant et qui est lié au fait que les entreprises ont de plus en plus délocalisé. Ce n'est pas la seule raison. Une autre raison souvent invoquée par les firmes, c'est l'augmentation de la demande mondiale en médicaments.* ». Source : « [Coronavirus : la chaîne d'approvisionnement des médicaments remise en cause](#) », RFI, 6 mars 2020.

<sup>28</sup> K. Marx, *op. cit.*, p. 86. Comme le note Romaric Godin, « *l'emballlement boursier autour des "nouvelles technologies" d'alors, notamment les chemins de fer, s'est transformé en bulle qui a éclaté* » (*op. cit.*). Selon Patrick Verley, en Angleterre l'investissement ferroviaire représente 9 % de l'investissement total dans les années 1830, 28 % dans les années 1840 et 15 % dans les années 1850. Dans le secteur ferroviaire, la rentabilité du capital dépasse à peine les 3,7 % offerts par les titres publics britanniques. Mais dans les années 1830-1850, l'excès d'épargne nationale est important. Et la faible rentabilité moyenne était masquée par deux phénomènes. D'une part, la disparité des rendements était importante si bien que les spéculateurs, encouragés par toute une presse spécialisée, espéraient tous miser sur le meilleur projet. D'autre part, les spéculateurs pouvaient recourir à un effet levier en ne déboursant qu'une petite partie de la valeur des actions acquises. Mais ils devaient ensuite faire face à des appels de fonds réguliers afin de pourvoir aux besoins de financement ultérieurs liés à la poursuite de la construction. Ainsi, les rendements initiaux étaient très élevés mais déclinaient au fil du temps.



## Le grand ralentissement

La crise économique actuelle, qui sera longue et sévère, pourrait engendrer une crise financière. Avant même la pandémie, les deux principales faiblesses économiques étaient le ralentissement tendanciel de l'activité et le surendettement des entreprises. La croissance était atone dans la plupart des pays. L'Allemagne, qui avait connu un recul du PIB au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 et une croissance nulle au 4<sup>ème</sup> trimestre, a vu son PIB progresser de seulement 0,6 % en 2019. Non seulement d'autres pays, comme l'Italie et le Japon, ont eux aussi eu une croissance économique quasi-nulle en 2019, mais la tendance générale était au ralentissement. L'OCDE estime ainsi que la croissance des pays du G20 est passée de 3,7% en 2018 à 2,9% en 2019. Enfin, au niveau mondial, le taux de croissance de 2019 est le plus faible depuis la récession de 2008-2009 (2,4% contre 3,1% sur la décennie).

Nul ne peut dire si, en l'absence de pandémie, ce ralentissement de l'activité aurait conduit l'économie mondiale vers une nouvelle grande crise<sup>29</sup>. En septembre 2019, Joseph Stiglitz estimait qu'en dépit des nombreux « *sujets d'incertitude* », la probabilité à court terme d'une « *crise financière de la même ampleur que celle de 2008* » restait « *faible* » et qu'en revanche, il était certain que nos économies allaient « *enregistrer un ralentissement marqué* »<sup>30</sup>. Cette interprétation est plausible. Le ralentissement survenu en 2018 et 2019 pouvait être interprété comme le signe d'une crise cyclique. Mais même dans ce cas il ne pouvait manquer de susciter des interrogations plus fondamentales. En effet, après la crise de 2008, la reprise fut difficile. Non seulement la zone euro a replongé jusqu'en 2013 mais, dans de très nombreux pays, les pertes de production ont été importantes et durables, l'investissement est resté atone et la productivité a ralenti<sup>31</sup>. Plus généralement les pays riches connaissent un ralentissement tendanciel de leur croissance depuis les années 1970. Le taux annuel moyen de croissance pour les économies à haut revenu est passé progressivement de 5,5 % dans les années 1960 à 1,8% dans les années 2000<sup>32</sup>. Non seulement les politiques libérales ont accru les inégalités et pesé sur la demande - sauf à ce que l'endettement fournisse un exutoire temporaire - mais le progrès technique ne semble plus constituer une contre tendance suffisante

---

<sup>29</sup> Rappelons en outre qu'une bonne partie de ceux qui annonçaient une crise financière pour 2019 ou 2020 n'avaient pas vu venir celle de 2007. Cf. Frédéric Lordon, « [Les disqualifiés](#) », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2008.

<sup>30</sup> [Entretien avec Joseph Stiglitz](#), *Le Monde*, 24 septembre 2019. Deux jours plus tard, [Stiglitz déclarait](#) observer un « *ralentissement significatif de la croissance (...) qui va entraîner un certain nombre de faillites* » et ajoutait : « *C'est vrai que cette situation rend les gens nerveux, mais il faut plus de perturbations pour provoquer une crise mondiale* » (nos italiques).

<sup>31</sup> Wenjie Chen, Mico Mrkaic et Malhar Nabar, « The Global Economic Recovery 10 Years After the 2008 Financial Crisis », *IMF Working Paper* WP/19/83, March 2019.

<sup>32</sup> *World Development Indicators* de la Banque Mondiale.



pour éviter un ralentissement de la croissance, symptomatique d'une certaine perte de dynamisme. Cette longue période de ralentissement de l'activité semble constituer l'arrière-plan sur lequel s'enracine la crise actuelle. L'orage n'éclate pas dans un ciel d'azur.

En 2012, l'économiste Robert Gordon avait exprimé son scepticisme concernant la capacité de l'économie américaine à enrayer le ralentissement des gains de productivité après l'épuisement du potentiel des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) apparues dans les années 1990. En 2013, Lawrence Summers remettait au goût du jour l'expression « *stagnation séculaire* » forgée par Alvin Hansen après la Grande dépression<sup>33</sup>. L'interprétation de ce phénomène fait débat<sup>34</sup>. D'abord parce que sur le long terme, l'évolution de la structure de production rend difficile la mesure de la productivité. Ensuite, parce qu'il existe différentes façons d'expliquer une tendance à la stagnation. Mais, que l'on ait le regard tourné plutôt vers l'offre ou plutôt vers la demande, la question centrale est de savoir si le ralentissement provient seulement de l'inadéquation des politiques économiques ou s'il résulte de causes plus fondamentales. Plusieurs approches hétérodoxes se prêtent à une analyse en termes de ralentissement structurel de la croissance économique<sup>35</sup>. Pour l'école de la Régulation, « *la croissance est bien davantage le produit d'une configuration structurelle – le mode de régulation – formé dans et pour la longue période que l'effet d'un pilotage technocratique* », si bien que la politique économique « *ne se résume pas à son économie mais se trouve également soutenue d'une multiplicité de logiques institutionnelles* »<sup>36</sup>. Il ne s'agit pas de minimiser les débats de politique économique mais de les replacer dans un cadre d'analyse élargi aux institutions et aux représentations.

Le mode de régulation « *néolibéral* » peut être appréhendé à travers trois principaux éléments : l'essor de la finance, une intensification/transformation de la

---

<sup>33</sup> Le 8 novembre 2013, lors de la [13<sup>e</sup> conférence du FMI en l'honneur de Stanley Fischer](#), Lawrence Summers se demande si « les idées désignées par l'expression stagnation séculaire » ne sont pas « *profondément importantes pour comprendre l'expérience du Japon des années 1990* » et ne sont pas « *sans rapport avec l'expérience américaine actuelle* ».

<sup>34</sup> Dans ces controverses, tous les intervenants ne posent pas les mêmes questions. Les travaux de Gordon s'inscrivent depuis longtemps dans une réflexion sur l'évolution de long terme des conditions de l'offre. Ils sont marqués par un véritable scepticisme quant aux effets économiques des nouvelles technologies. La crise de 2007 n'est pas au cœur de la réflexion de Gordon : elle lui fournit seulement des arguments supplémentaires. Le cas de Summers est très différent. Son propos est celui d'un économiste engagé dans l'action publique et préoccupé par la faiblesse de la reprise économique. Si ses arguments sont assez variés, allant de l'effet macroéconomique de la hausse des inégalités de revenu à celui du vieillissement démographique et de l'excédent d'épargne des pays émergents, ils fournissent tous une interprétation de l'affaiblissement de la demande.

<sup>35</sup> Cédric Durand et Philippe Légé, « Over-Accumulation, Rising Costs and 'Unproductive' Labour: The Relevance of the Classic Stationary State Issue for Developed Countries », *Review of Radical Political Economy*, vol. 46, n°1, March 2014.

<sup>36</sup> Frédéric Lordon, *Les quadratures de la politique économique*, Albin Michel, 1997, p. 10-1.



concurrence et une dégradation de la position des salariés. Désordres monétaires, chocs pétroliers, récessions et chômage : la décennie 1970 fut celle de la dislocation de l'exceptionnelle expansion qui avait suivi la Seconde guerre mondiale. Un nouvel ordre productif a permis une restauration des profits au niveau macroéconomique mais, depuis lors, des gains de productivité plus faibles et une croissance nettement moins soutenue témoignent d'une moindre dynamique du système. De notre point de vue, ce constat ne contredit pas l'idée précédemment développée d'une crise exogène. Pour prendre une analogie : les individus atteints de certaines maladies chroniques, comme l'hypertension artérielle ou le diabète type 2, sont plus exposés à une forme grave d'infection au SARS-CoV-2. Constaté la plus grande vulnérabilité de ces individus ne revient pas à établir un lien de causalité entre la pathologie chronique et celle induite par le virus. Comme l'explique Michel Husson au sujet de la crise actuelle, « *l'épuisement des gains de productivité condamnait le capitalisme à un fonctionnement pathologique consistant à capter un maximum de valeur, en compensant par la montée des inégalités le tarissement de cette source essentielle de son dynamisme. Autrement dit, le coronavirus ne contamine pas un organisme sain mais un organisme déjà atteint de maladies chroniques. L'épidémie fonctionne ainsi comme un révélateur : les modalités de "sortie" de la crise précédente n'ont pas vraiment remédié aux fragilités structurelles de l'économie mondiale.* »<sup>37</sup>

Qu'en est-il des modalités de sortie de la crise actuelle ? En 2020, pour la première fois depuis la Grande dépression des années 1930, la récession touche à la fois le groupe des pays avancés (-6,1 %) et celui des pays émergents et en développement (-1 %) <sup>38</sup>. En 1982, la récession ne concernait que 48 pays représentant 46 % du PIB mondial. En 2009, elle touchait 91 économies représentant les deux tiers du PIB mondial<sup>39</sup>, mais les économies émergentes ou en voie de développement avaient partiellement compensé la chute d'activité des pays développés. Or, ce ne sera pas le cas en 2020, si bien que la contraction du PIB mondial sera de plus de 3 % selon le FMI et pourrait même atteindre 5,2 % selon la Banque mondiale (contre 1,6 % en 2009). En outre, comme le rappelle le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, « *les annales montrent que des récessions longues et sévères peuvent durablement endommager la capacité productive* ». Le Bureau du budget du

---

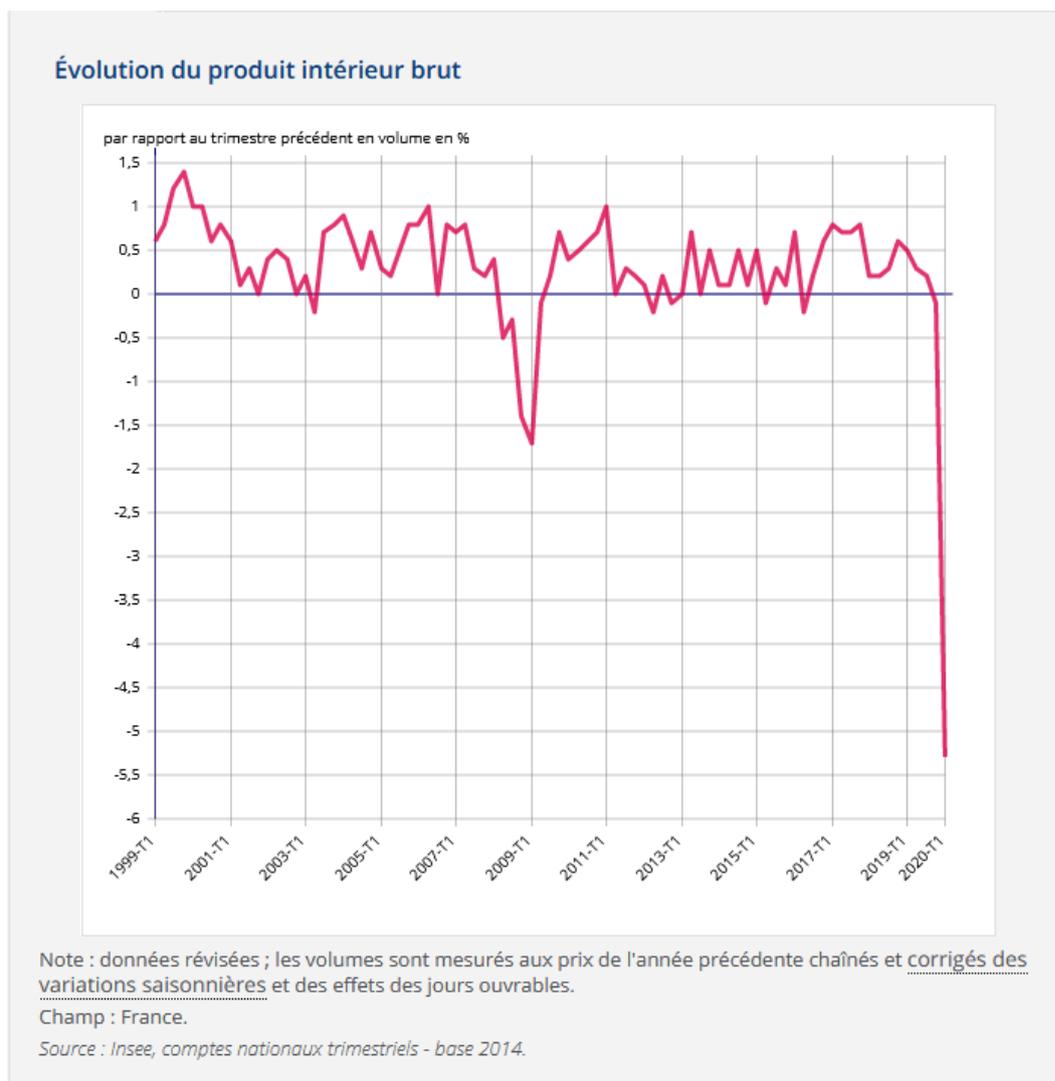
<sup>37</sup> <https://alencontre.org/economie/economie-le-neo-liberalisme-contamine.html>

<sup>38</sup> FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2020. Le 8 juin 2020, la Banque mondiale a publié des prévisions plus pessimistes : - 7 % dans les « économies avancées » et -2,5 % dans les économies « émergentes et en développement ».

<sup>39</sup> « A la suite de l'effondrement financier de la fin 2008, 91 économies représentant les deux-tiers du PIB mondial (en PPA) ont connu une baisse de production en 2009. A titre de comparaison, durant la récession mondiale de 1982, 48 économie représentant 46% du PIB mondial ont enregistré une chute de production par rapport à l'année précédente ». Wenjie Chen, Mico Mrkaic et Malhar Nabar, *op. cit.*, p. 6.



Congrès américain (CBO) estime qu'aux Etats-Unis le taux de chômage restera supérieur à 15 % jusqu'en septembre 2020. Il s'établirait en moyenne à 11,4 % en 2020 et 10,1 % en 2021. Si cela s'avérait exact, le taux de chômage dépasserait durablement le niveau maximal atteint en 2010 à la suite de la crise dite des *subprimes* (9,6 %) et en 1982 (9,7 %). Cela malgré un déficit budgétaire d'une ampleur inédite (17,9 % du PIB pour l'année fiscale 2020 selon le CBO). Le scénario de « *reprise en V* », c'est-à-dire d'un rapide retour à la normale, est peu probable.



En France, l'hypothèse initiale du gouvernement d'une contraction du PIB de 8 % en 2020 (et celle de -7,2 % du FMI) reposait sur un scénario de « *reprise en V* ». Or, « *ce rebond exceptionnel de l'économie française dès le second semestre de cette année suppose non seulement un retour progressif à la normale de l'activité en*



septembre mais aussi une désépargne rapide et significative des ménages au cours des quatre derniers mois de l'année alors que la crise sanitaire ne sera probablement pas résolue et que les cicatrices économiques (hausse du chômage, baisse du prix des actifs...) pourraient inciter les ménages à désépargner moins vite.»<sup>40</sup> Le troisième projet de loi de finances rectificative prévoit

désormais une contraction du PIB de 11 % en 2020.

## La dette des entreprises

L'autre difficulté qui préexistait à la pandémie est l'endettement des entreprises. Son niveau élevé pose deux problèmes distincts. Le premier est que les nombreuses faillites auront des effets négatifs sur l'emploi et sur le bilan des banques. A plus long terme, le second risque est que le désendettement des entreprises rescapées induise une pression déflationniste en freinant les salaires et l'investissement.

En France, où le taux d'endettement des sociétés non financières a augmenté de 14,8 points de PIB ces dix dernières années, la forte chute de l'activité économique pèsera sur la capacité des firmes à rembourser leur dette. Le risque est aggravé par les pratiques spéculatives des entreprises françaises : « *nombre d'entre-elles se sont endettées afin de réaliser des opérations d'acquisition, de carry trade etc. misant sur le différentiel important entre crédit à bas coût et dynamisme des cours boursiers pour réaliser des opérations de revente avec forte plus-value* »<sup>41</sup>. Par ailleurs, plus de 38 % de l'encours de la dette des entreprises françaises est libellé à taux variable.

Aux Etats-Unis, la dette des entreprises privées s'élevait fin 2019 à 10 000 milliards de dollars (près de 50 % du PIB). Ce montant est en augmentation de 64 % depuis le début de la décennie. Selon une enquête de Forbes, qui a analysé 455 entreprises de l'indice S&P 500 en excluant les GAFAM (qui disposent d'importantes liquidités), les entreprises de l'indice ont presque triplé leur dette nette au cours de la décennie. En outre, celles-ci ont consacré une grande partie de leurs emprunts aux rachats d'actions et au versement de dividendes. A cet égard, la crise de 2008 n'a pas signé la fin du « *régime d'accumulation à domination financière* » ou du « *régime de croissance financiarisé* » que l'on peut qualifier de « *néolibéral* ». La trajectoire de l'économie américaine en témoigne : le report des contradictions du régime

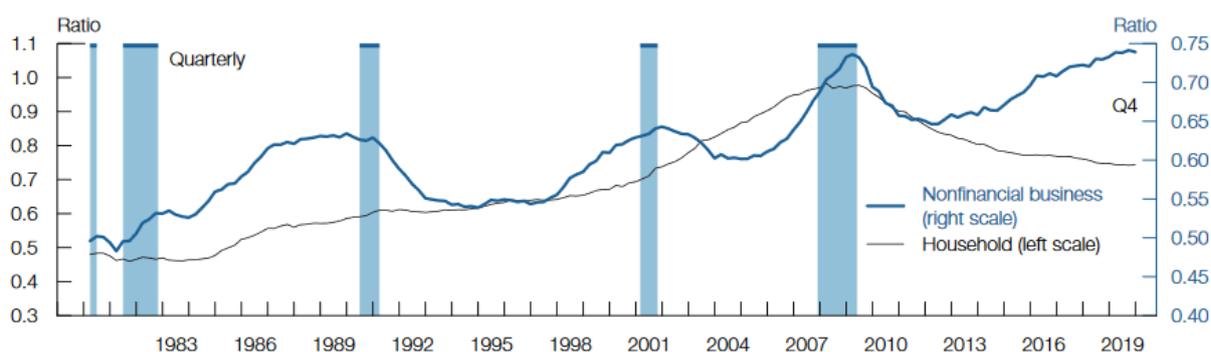
---

<sup>40</sup> Éric Heyer, « [Une croissance de -8% en 2020 est-elle encore possible ?](#) », *Blog OFCE*, 5 mai 2020.

<sup>41</sup> Léo Charles et Esther Reigner, « [L'endettement des entreprises privées et le risque de crise systémique](#) », note des Economistes atterrés, 4 mai 2020.

néolibéral a engendré une accumulation de déséquilibres<sup>42</sup>. Dans les années 1990, malgré le creusement des inégalités parmi les ménages américains, la consommation était stimulée par l'envolée des cours de bourse. L'effet richesse était d'autant plus puissant que les actions figuraient dans le patrimoine d'une part croissante des ménages américains. Après la crise de la « *Nouvelle économie* », marquant en 2000-2001 la fin de la première étape, la bulle s'est déplacée vers l'immobilier. Ce transfert a été encouragé par la baisse drastique des taux d'intérêt. Après la crise de 2008, le taux d'épargne se met à augmenter et l'endettement des ménages diminue. Mais celui des entreprises augmente d'environ 10 points de PIB.

### Ratio dette/PIB pour les entreprises non financières et les ménages<sup>43</sup>



Source: Federal Reserve Board staff calculations based on Bureau of Economic Analysis, national income and product accounts, and Federal Reserve Board, Statistical Release Z.1, "Financial Accounts of the United States."

Outre son éventuel impact sur la consommation des ménages, via l'effet richesse<sup>44</sup>, la chute des cours boursiers survenue en début d'année a réduit la valeur des collatéraux<sup>45</sup> ce qui risquait de restreindre l'accès des entreprises au crédit. Face à ce risque, la Réserve fédérale – qui a réduit les taux directeurs à deux reprises au mois de mars 2020 – a commencé à racheter des obligations d'entreprises et elle s'apprête désormais à en acheter directement sur le marché primaire. En mars et avril, les émissions de dette ont dépassé les refinancements car les entreprises américaines ont d'importants besoins de trésorerie pour faire face à l'arrêt de

<sup>42</sup> Ces déséquilibres étaient soulignés dès 1999 par l'économiste britannique Wynne Godley. Voir aussi Isaac Johsua, *Une trajectoire du capital. De la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie*, Syllepse, 2006, chap. 6. Et, du même auteur, *La grande crise du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, chap. 2.

<sup>43</sup> *Federal Reserve Bank Stability Report*, May 2020, p. 35.

<sup>44</sup> Ce risque est particulièrement important aux États-Unis, où les actions détenues par les ménages représentent 156 % de leur revenu disponible et la consommation des ménages représente près de 70 % du PIB. Le soutien monétaire a toutefois engendré une forte reprise des cours boursiers, l'indice Dow Jones gagnant 41% entre le 23 mars et le 3 juin 2020. La baisse n'est que de 9% depuis le début de l'année.

<sup>45</sup> Un collatéral est un actif remis en garantie par le débiteur au créancier afin de couvrir le risque de crédit.



l'économie. Le total des émissions de bonne qualité effectuées sur les cinq premiers mois de l'année 2020 est de mille milliards de dollars, soit le double du montant des émissions réalisées à la même période de l'année 2019. En outre, les émissions d'obligations les plus risquées se sont envolées en avril 2020 (35,4 milliards de dollars contre 4 milliards au mois de mars). C'est la poursuite d'une fuite en avant initiée il y a quelques années : tous les rapports sur le sujet indiquent que la qualité de la dette des entreprises américaines s'est détériorée.

Quelques faillites importantes ont déjà eu lieu. C'est par exemple le cas, aux Etats-Unis, de la chaîne de magasins JC Penney ou du loueur de voitures Hertz dont la dette s'élève à 19 milliards de dollars. Mais le phénomène prendra de l'ampleur dans tous les pays développés avec l'extinction des dispositifs d'aide publique et la fin des reports d'échéance (loyers, cotisations, etc.). Certains secteurs sont particulièrement exposés, comme le tourisme, la culture ou les transports (aéronautique, automobile, construction ferroviaire, chantiers navals, sans oublier les entreprises sous-traitantes). Les TPE et les commerces franchisés qui avaient déjà un résultat d'exploitation nul ou négatif sont très menacés. Les crises transforment les systèmes productifs. Au début des années 1930, la Grande dépression avait surtout frappé les entreprises capitalistes les plus développées, sauf en France où la crise prenait une forme plus classique dans laquelle les entreprises qui connaissaient déjà des difficultés étaient éliminées<sup>46</sup>. On semble aujourd'hui dans ce second cas de figure. Les faillites des entreprises les moins rentables sont en cours. A Wall Street, et sur les places boursières des pays européens ayant autorisé le 18 mai la reprise des ventes à découvert, les spéculateurs « *parient sur la chute des "canards boiteux"* »<sup>47</sup>. A l'inverse, les sociétés GAFAM sortiront renforcées de la crise actuelle. Elles ont toutes enregistré une hausse de leur cours de bourse par rapport au début de l'année. L'action Amazon a même gagné 30 % entre janvier et juin.

Certains économistes y voient un processus de « *destruction créatrice* » qui permettra de conjurer le ralentissement de la croissance mais, comme le souligne Romaric Godin, « *depuis vingt ans, l'économie numérique s'est incontestablement déployée, quoi qu'en dise Gilbert Cette, et c'est bien le contraire de ce qu'il prédit qui est advenu : moins de croissance et de croissance de la productivité. On peut penser que plus de numérique inversera la vapeur. On peut aussi, en toute rationalité, penser le contraire. Et dans ce cas, une politique qui compterait sur ce type de vieux*

---

<sup>46</sup> En France, les branches les plus touchées étaient celles du textile et de la sidérurgie. La production française d'acier s'effondrait de 40 % entre 1930 et 1938. En revanche, l'industrie de pointe de l'époque – l'automobile – était vite repartie. Au contraire, dans les autres pays capitalistes, en particulier aux États-Unis, la crise frappait de plein fouet les secteurs les plus modernes.

<sup>47</sup> <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/le-grand-retour-des-vendeurs-a-decouvert-sur-les-bourses-europeennes-1206566>



ressorts serait un désastre social »<sup>48</sup>. Il y a pourtant tout lieu de penser que c'est la vision du pouvoir en place. Rappelons la reprise par le candidat Macron du discours du patron d'Uber France qui prétendait offrir une solution à « *des jeunes discriminés dans les quartiers* » en s'appuyant sur le désir d'être leur « *propre patron* ».

Uber, holding financière enregistrée aux Pays-Bas et dans un paradis fiscal (les Bermudes), ne fait que profiter du désarroi des travailleurs sans emploi et de la jeunesse stigmatisée. Dire qu'Uber est la seule alternative à l'économie parallèle est un terrible renoncement. Citons aussi des mots du ministre Macron qui justifiait, le 19 octobre 2014, sa volonté de libéraliser le travail dominical avec cet argument : « *Regardez Amazon, il réalise un quart de son CA le dimanche* ». Souvenons-nous enfin des mots du candidat Macron aux salariés de Whirlpool dont l'emploi était menacé : « *Regardez Amazon* ». L'économie numérique accroît la polarisation de l'emploi et la formation ne suffira pas à empêcher la déqualification des classes moyennes. Macron l'a lui-même reconnu<sup>49</sup>.

Bien sûr, au lieu de dire « *regardez Amazon et adaptez-vous* », l'Etat pourrait aller contre le renforcement des GAFAM que favorise la crise et œuvrer à une réorientation productive, pour des raisons écologiques, sociales et sanitaires. La crise a offert des justifications supplémentaires à l'action publique et la période singulière que nous vivons actuellement vient mettre en cause à de nombreux titres l'efficacité du marché. Mais elle souligne à *la fois* la puissance des Etats et leur dépendance vis-à-vis des GAFAM. Cette dépendance est un obstacle au contrôle démocratique des grandes orientations de la production et de l'innovation.

## Le prisme de la pandémie

La crise sanitaire a aussi révélé la violence sociale. En France, l'Etat a certes amorti l'impact économique de la crise. Selon la DARES, fin mars, un quart des salariés était au chômage partiel, un quart était en télétravail et un troisième quart travaillait sur site. Les autres étaient en arrêt maladie ou en congé. Depuis lors, le recours au chômage partiel s'est accru. Il concernait 8,6 millions de travailleurs fin avril. Mais le nombre de demandeurs d'emploi a explosé et la situation des ménages les plus pauvres est « *demeurée un point aveugle de la gestion publique des premières semaines de crise* »<sup>50</sup>. Selon l'INED, après sept semaines de confinement, 44 % des ménages pauvres déclarent avoir subi une chute de revenus, contre 23 %

---

<sup>48</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/050520/quelles-politiques-face-la-crise-economique>

<sup>49</sup> Philippe Légé, *Production et légitimation d'une réforme - Le « projet de loi Travail »*, Paris : Le Croquant, 2019, p. 133-4.

<sup>50</sup> Anne Eydoux, « [Interventions publiques en temps de crise: l'impossible redevient pensable](#) », note des Economistes atterrés, 30 avril 2020.



des ménages aisés<sup>51</sup>. Le confinement a aussi mis à nu les problèmes de logement et les inégalités territoriales. La surmortalité enregistrée en Seine-Saint-Denis s'explique notamment par le fait que le département est un « pourvoyeur de travailleurs clés » des secteurs des transports, du nettoyage, de la santé et de l'alimentation, indique la directrice de l'Observatoire régional de santé d'Île-de-France<sup>52</sup>. Le travail le plus essentiel, souvent effectué par des femmes, est redevenu visible.

Surtout, 90% des ouvriers ont continué à travailler sur leur lieu habituel de travail, contre 15% des cadres<sup>53</sup>. Et certains dirigeants n'ont pas voulu relâcher d'un iota le despotisme d'usine. Une note du fondateur et patron de SNF, destinée aux cadres de cette entreprise chimique, qualifiait ainsi de « *rats qui se terrent dans leur trou* » les ouvriers qui refusaient de risquer leur vie. Ce patron, dont le groupe fait un chiffre d'affaires de 3,4 milliards d'euros, a même importé de la chloroquine fabriquée en Inde et expliqué – en s'appuyant sur les propos du président Trump – que cela réduirait les hospitalisations parmi la main-d'œuvre.

La crise sanitaire a donné à voir le manque d'investissement dans les hôpitaux publics<sup>54</sup> et dans la prévention sanitaire, ainsi que l'incapacité des classes dirigeantes à protéger la population, à gérer rationnellement les forces productives, à planifier. Il est plus simple de confiner une population et de distribuer des amendes que d'organiser rapidement la production massive de masques et une campagne de tests. Tout en prétendant que l'on était « *en guerre* », le pouvoir a refusé de prendre des mesures contre les profiteurs de guerre. Les dirigeants du Conseil national de l'Ordre des médecins et de la Fédération des syndicats pharmaceutiques ont même dû adjurer l'Etat de réquisitionner les stocks de masque<sup>55</sup>. Le gouvernement français a été particulièrement défaillant et récalcitrant. Si l'on ne tient pas compte des facteurs subjectifs (politiques, idéologiques et intellectuels), on ne comprend pas pourquoi l'Allemagne, dont l'économie est pourtant très intégrée au commerce

---

<sup>51</sup> Anne Lambert *et al.*, « Logement, travail, voisinage et conditions de vie : ce que le confinement a changé pour les Français », COCONEL, COronavirus et CONfinement : Enquête Longitudinale, Note de synthèse n°9, vague 11, INED, p. 6.

<sup>52</sup> [https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-la-surmortalite-en-seine-saint-denis-expliquee-par-le-mal-logement-et-la-sur-representation-d-habitants-qui-sont-alles-travailler-selon-lors\\_3960699.html](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-la-surmortalite-en-seine-saint-denis-expliquee-par-le-mal-logement-et-la-sur-representation-d-habitants-qui-sont-alles-travailler-selon-lors_3960699.html)

<sup>53</sup> Enquête réalisée du 16 au 22 avril 2020 par Kantar pour la CFDT. Selon l'enquête de l'INED mentionnée ci-dessus, un tiers des cadres, 73 % des employés et 96 % des ouvriers en emploi pendant le confinement travaillent à l'extérieur de leur domicile.

<sup>54</sup> Les investissements des hôpitaux publics représentaient 3,7 milliards d'euros en 2018. La part de ces dépenses d'investissement rapportées aux recettes est en baisse : elle est passé de 11 % en 2009 à 5,3 % en 2018. Source : DRESS, *Les dépenses de santé en 2018, Résultats des comptes de la santé*, Édition 2019, p. 68-9.

<sup>55</sup> « [Les professionnels de santé “entre consternation et dégoût” sur la gestion des masques](#) », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> mai 2020.



mondial, a mieux résisté que la France sur les plans sanitaire et économique. Le poids de l'industrie et la position dominante de l'Allemagne dans la zone euro sont certes des facteurs explicatifs mais ils sont insuffisants : pour l'instant, la Grèce, économie périphérique désindustrialisée ayant subi de monstrueux plans d'austérité budgétaire, et très dépendante du tourisme, ne s'en tire pas plus mal que la France (chute du PIB estimée à 10% en 2020). L'économie n'explique pas tout : l'anticipation, la gestion de la crise sanitaire, la culture scientifique, sont des facteurs tout aussi importants. Mais l'impéritie et l'incompétence des dirigeants français peuvent faire l'objet d'interprétations diverses. Sur les plateaux télévisés, ce constat se mue souvent en critique de « *l'administration* » et en haine du fonctionnaire. En se conjuguant à la détresse des producteurs indépendants et au climat de peur, ce discours peut nourrir une évolution réactionnaire. Il faut donc distinguer les dirigeants et l'Etat qu'ils dirigent.

L'autre risque est que le fort déficit public 2020 (désormais estimé à 11,4 % du PIB) et la programmation d'une hausse des dépenses de santé servent à légitimer des coupes budgétaires futures dans l'éducation, les retraites, etc. Le secteur de la santé sera présenté comme une exception, et l'on cherchera à opposer les soignants aux autres catégories. On peut déjà lire dans le journal patronal *l'Opinion* qu'une « *part non négligeable* » des enseignants « *serait à ranger dans la catégorie des tire-au-flanc* »<sup>56</sup>, ou entendre Dominique Seux citer un ministre anonyme selon lequel « *si les profs avaient été à la place des caissières tout le monde serait mort de faim* »<sup>57</sup>. Outre cette réactivation des discours de propagande les plus classiques, il faut noter qu'en raison des décisions prises par le gouvernement, la hausse de la dette publique sera en partie portée par les organismes de protection sociale. C'est pourtant à l'Etat – qui fait rouler sa dette et emprunte actuellement à taux quasi nuls – de prendre en charge cette situation exceptionnelle. Comme l'explique Michael Zemmour, « *si nous constituons en 2020 plus d'une centaine de milliards d'euros de dette 'sociale', portée par la CADES et l'UNEDIC, cela signifie que pour une décennie supplémentaire, des ressources sociales (issues notamment de la CSG et de la CRDS et des cotisations chômage) de l'ordre d'une dizaine de milliards devront être consacrées chaque année au remboursement de cette dette et non à répondre aux besoins sociaux. A l'inverse, si l'Etat prend en charge cette "dette COVID", il lui en coûtera de l'ordre d'un milliard d'euros par an (les intérêts seuls) et cette dette pourra être gérée comme une dette exceptionnelle, appuyé en cela par la politique*

---

<sup>56</sup> Marie-Amélie Lombard-Latune, « *Ecole au ralenti : où sont les profs ?* », *l'Opinion*, 7 juin 2020. Outre ce propos de la journaliste, l'article multiplie les insultes à l'encontre des enseignants à l'aide de citations attribuées à « *un ancien membre d'un cabinet ministériel* », « *des sources extérieures* » et la députée LREM Anne-Christine Lang.

<sup>57</sup> *France Inter*, lundi 8 juin 2020.



monétaire non conventionnelle de la BCE »<sup>58</sup>. Rappelons qu'avant même la crise, l'un des principaux axes de la stratégie d'Emmanuel Macron consistait à affaiblir la Sécurité sociale et l'assurance-chômage. Il avait notamment rompu avec le principe de compensation par l'Etat des exonérations de cotisations sociales.

Le gouvernement envisage désormais d'instaurer un nouveau dispositif de chômage partiel jusqu'à la fin du quinquennat (juin 2022). Si l'Etat paie les salaires à la place de l'employeur, comme il décide déjà d'exonérer ce dernier de ses obligations vis-à-vis des organismes sociaux, alors ce doit être l'occasion de mettre en débat la question de l'utilité sociale des différents emplois et des différentes productions, ainsi que la hiérarchie des salaires. Est-ce possible ? Les effets politiques des crises n'ont rien de mécanique. On peut cependant parier sur un changement culturel lié à la décomposition de l'hégémonie néolibérale. Ce fiasco est l'occasion d'attirer une part de « l'élite » et des cadres vers des organisations associatives, syndicales ou politiques portant un autre projet de société<sup>59</sup>. L'alliance des cadres et des classes populaires est une des nombreuses conditions nécessaires pour « en finir avec le néolibéralisme » et bifurquer vers la voie du progrès social<sup>60</sup>.

\* \* \*

---

<sup>58</sup> <https://blogs.alternatives-economiques.fr/zemmour/2020/06/04/n-hypothequons-pas-l-avenir-de-nos-assurances-sociales-en-leur-faisant-supporter-une-dette-covid>

<sup>59</sup> Sans partager l'entièreté de son propos, l'article de L. Benbara intitulé « [A l'assaut du ciel](#) » (*Le Vent se Lève*, 30 avril 2020) éclaire ce point de façon intéressante.

<sup>60</sup> G. Duménil et D. Lévy, *La grande bifurcation, en finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, 2014.